

LE JOUR, 1948
11 et 12 AVRIL 1948

PROPOS DOMINICAUX

Il faut revenir sur cette grave question des mœurs politiques et d'un redressement qui s'impose. Il faut que ce pays, dans sa vie politique, se donne une armature morale plus solide

D'autres sujets nous ont éloignés un moment de ces considérations capitales ; mais, si importante, si vitale que soit la matière financière et économique à cette heure, si pressante et prenante que soit la politique pure (orientale, occidentale, universelle), on doit avoir devant les yeux le principe majeur qui, en définitive, commande tout : celui qui met la république (au sens de la chose publique) au-dessus des intérêts particuliers.

C'est de là seulement qu'au milieu de la querelle mondiale et de ses visibles dangers, c'est de là que dans la controverse quotidienne, on peut attendre le salut.

Chez nous, il y a deux points toujours sensibles ; l'un est la Chambre, l'autre est l'Administration. La Chambre est le lieu de rencontre de tous les éléments de la nation. L'Administration est la direction des affaires publiques. Ces définitions en raccourci, pour insuffisantes qu'elles soient, posent le problème et le remettent en évidence.

Si la Chambre, naguère si malade dans l'opinion, veut représenter ce pays, si l'Administration où les chefs sont de plus en plus mis hors d'état d'agir veut remplir sa fonction, il faut qu'elles fassent un retour sur elles-mêmes et qu'elles se réforment.

La façon dont le budget a été voté in extrémis, par exemple, porte à d'amères réflexions. La façon dont les plus hauts fonctionnaires de l'Etat se plaignent de l'anarchie des Services est impressionnante.

Dans les deux cas, ce qui se dégage, ce sont les devoirs du Gouvernement, mais d'un Gouvernement si absorbé et si dispersé qu'il n'a même plus la possibilité de se concerter utilement.

Qu'un ministre débordé, ajourne les ordres, laisse s'accumuler les papiers, hésite devant les solutions et tout s'entasse et s'arrête. La Chambre, de son côté ne se met en mouvement, que pour donner la priorité à ce qui presse le moins. Dans tout cela, la chose publique est maltraitée et l'intérêt général offensé.

Il est exact qu'en ce moment les Pouvoirs publics ont devant eux de vastes problèmes. Mais si, chaque fois qu'un problème un peu considérable se pose tout doit s'arrêter, il y a des probabilités pour que les difficultés croissent et se multiplient.

Devant ces questions, la conscience nationale doit se ressaisir. Il nous semble opportun de le rappeler ici.